

Communiqué de presse

Montpellier, le 19 juin 2025

- LGV Montpellier-Perpignan - Les partenaires répondent aux contrevérités

Pierre-André Durand, préfet de la région Occitanie, et Carole Delga, présidente de la Région Occitanie et présidente du Conseil d'administration de la Société de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan, aux côtés de SNCF Réseau, apportent des réponses aux arguments erronés et avancés récemment dans la presse au sujet de la LGV Montpellier-Perpignan. Ils confirment une nouvelle fois leurs engagements d'aménagement pour que ce projet soit le moins impactant possible et corresponde aux attentes de la population.

Depuis plusieurs semaines, certains élus de la Ville de Sète et l'association Alerte LGV Thau (ALT) opposés au projet de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan réclament, de manière régulière, une révision importante du tracé et de la vitesse de circulation des futurs trains de la LGV, en particulier pour la phase 1 entre Montpellier et Béziers.

Or, le 18 mars dernier, sous l'impulsion de l'Etat et de la Région, **les partenaires financiers ont réaffirmé leur soutien à la ligne telle que déclarée d'utilité publique en 2023 pour ce projet attendu depuis 2008 et souhaité par 82% de la population de l'agglomération de Sète¹**. Cette unité territoriale autour de ce projet d'intérêt général majeur a ainsi été confirmée au regard notamment de ses bénéfices pour le développement économique et le désenclavement du territoire.

Par ailleurs, l'Etat et la Région se sont engagés à garantir la desserte ferroviaire des gares qui ne seront pas situées sur le tracé de la LNMP : les gares de la ligne actuelle bénéficieront d'une desserte grande vitesse, les liaisons Intercités seront confortées, et la fréquence des trains régionaux liO trains sera développée, offrant une meilleure qualité de service pour les voyageurs (régularité, fiabilité, fréquence, confort). Cette ligne étant considérée actuellement comme l'une des plus saturées de France.

Sur les fausses affirmations d'ALT, **la préfecture de région, la Région Occitanie et SNCF Réseau souhaitent apporter davantage de précisions** :

- **Une baisse de la vitesse ne permettrait pas de revoir significativement le tracé**, compte tenu du fait que le secteur est contraint et **qu'une modification entraînerait des impacts nouveaux voire plus importants sur la biodiversité, le milieu humain et agricole**. La réalisation du viaduc de Poussan est par ailleurs une nécessité pour l'accès des trains de fret à la future ligne en réduisant le dénivelé naturel du terrain ;
- **Une solution alternative ne permettrait pas non plus de « réduire de 30% le coût global de la LGV »** car ces gains de 30% ont déjà été opérés sur le projet déclaré d'utilité publique. **Une autre solution ne serait pas moins coûteuse et au contraire nécessiterait de financer de nouvelles études, pour plusieurs dizaines de millions d'euros**, ce qui remettrait en cause la totalité du projet ;

¹ D'après un sondage OpinionWay commandité par le précédent exécutif de Sète Agglopolie Méditerranée.

- **Une nouvelle enquête publique remettrait en cause non seulement le calendrier de la phase 1, mais aussi celui de la phase 2 entre Béziers et Perpignan, avec un décalage d'au moins 10 ans du chantier.** La création de 12 nouveaux allers/retours quotidiens et le passage d'un train liO toutes les 10 minutes aux heures de pointe pour les gares de Frontignan et Sète, dès la mise en service de la LNMP et dans le cadre du SERM Montpellier Méditerranée, seraient ainsi reportées. **Une situation préjudiciable pour la mobilité des habitants de l'agglomération.**

■ **Contact presse :**

Préfecture de la région Occitanie :

Delphine Amilhau – delphine.amilhau@occitanie.gouv.fr – 06 70 85 30 75

Région Occitanie :

Kévin Sorhouet – kevin.sorhouet@laregion.fr - 04 67 22 98 71 | 06 33 78 65 94
service.presse@laregion.fr

SNCF Réseau :

Anais Robert – anais.robert@reseau.sncf.fr – 06 30 96 63 33